

# Problèmes théoriques de l'histoire

*Entretien avec Pierre Vilar*

En 1966, dans l'un des tout premiers numéros de sa nouvelle formule. **La Nouvelle Critique** demandait à Pierre Vilar de donner une appréciation d'historien sur **Les Mots et les choses** de Foucault. On était alors au plus haut de la vague structuraliste. Aujourd'hui, après bien d'autres historiens qui ont participé à l'enquête de **La Nouvelle Critique** sur les rapports noués entre l'histoire et les autres sciences humaines, Pierre Vilar, interrogé par Antoine Casanova et François Hincker, reprend la parole pour affirmer hautement la scientificité de l'histoire.

**Antoine Casanova :** Vous êtes historien de l'économie ; c'est-à-dire que vous vous trouvez confronté avec celle des sciences humaines qui est sans doute la plus anciennement et la plus fortement constituée. Mais, en plusieurs occasions vous avez défendu la spécificité de l'Histoire, y compris dans l'étude des phénomènes et des structures économiques.

**Pierre Vilar :** En effet, il m'a toujours paru essentiel de dégager l'originalité, la spécificité de l'histoire. Au niveau de l'épistémologie, on s'est beaucoup préoccupé, ces dernières années, du « concept d'histoire ». Il s'agissait de la « créer », de la « produire », autrement dit d'admettre qu'il n'existait pas encore comme objet scientifique. L'intention était d'en défendre la possibilité. Le résultat était d'en nier (même dans les œuvres de Marx) la présence et l'utilisation. Le danger est que l'attitude se conjugait avec toutes sortes d'autres « anti-historismes » dans les sciences humaines. Que les sciences humaines soient destinées à devenir de moins en moins historiques, de plus en plus liées à des structures spécifiques et éternelles de l'esprit humain, beaucoup de gens ont cru que c'était là une des acquisitions les plus définitives de ces dernières années. Je ne dis pas que cette affirmation n'est pas en train de se nuancer, de se modifier, peut-être de disparaître, mais elle a contribué, un temps assez long à miner la confiance des historiens dans le caractère scientifique de leur propre discipline. Pour ma part, je n'ai jamais cessé de penser que l'histoire devrait être reconnue comme la seule science à la fois globale et dynamique des sociétés, donc comme le seule synthèse possible des autres sciences humaines.

Le développement même de celles-ci, appellera cette constatation. Par exemple, s'il est vrai que certains économistes (et la plupart aujourd'hui) donnent à leur science la dimension du Temps, et en ce sens la dimension historique, cet élargissement ne porte pas tous ses fruits si l'économie s'isole, se coupe, des autres sciences humaines.

Quant à la sociologie, elle court au contraire un autre danger, qui est de s'exprimer (ou de tenter de le faire) en dehors du temps, dans un désir de

formalisation abstraite, ou à partir d'expériences instantanées (comme les sondages).

Je pense au livre récent de Nikos Poulantzas sur le fascisme. Livre remarquable à bien des égards. Effort indéniablement intéressant pour cerner le concept de fascisme comme système politique. Et qui d'ailleurs aboutit (c'est un des ses résultats) à démontrer combien furent défectueux, justement tous les schématismes, tous les essais de « définitions » capables de tenir en quelques lignes sous prétexte de dégager l'élément « essentiel ». Poulantzas, au lieu d'en tirer la leçon, essaie à son tour de faire une « théorie politique » du phénomène en « épurant » progressivement son raisonnement des références à la réalité. L'analyse serait partie, nous dit-il, d'observations historiques suffisante (bien que les historiens soient accusés, et non toujours sans raison, d'avoir analysé insuffisamment le phénomène) ; en revanche, l'**exposé théorique** ne devrait pas reproduire le mouvement de la recherche, mais au contraire s'en dégager. Et il en résulte une image du fascisme où rien n'évoque la guerre de 1914, le traité de Versailles, la crise de 1929, l'existence de l'URSS, etc. Comme si un phénomène dégagé de ses causes, dégagé de sa genèse, pouvait utilement être compris. Or qu'est-ce qui nous importe, si ce n'est comprendre ? Une sociologie qui, même en utilisant l'histoire, ne s'estimerait satisfaite qu'en s'en dégageant, serait-ce une « sociologie » ?

Comme si un phénomène dégagé de ses causes, dégagé de sa genèse pouvait être utilement compris.
---

Mais, puisque votre question portait plus précisément sur les rapports entre pratique scientifique des économistes et pratique scientifique des historiens, je dirai quelques mots de plus sur certains aspects de ces rapports.

Les économistes qui s'intéressent à l'histoire le font (et c'est leur droit) de façon particulière, et en vue de leurs fins propres.

Par exemple, étudiant le **long terme**, ils reconstituent une économétrie rétrospective, mettant de très longues séries de chiffres **au service de la théorie économique**, ou essayant de le faire. C'est une démarche normale, à condition qu'elle prétende éclairer l'économie, en tant que sphère particulière. En revanche elle n'éclairera l'histoire que partiellement, et elle risque fort de mettre en lumière (ce qui nécessairement gênera l'interprétation théorique de la série) des faits historiques « exogènes » que l'économie ne peut expliquer.

Le cas de la **New Economic History** est à la fois différent et analogue. La **New Economic History** cherche à expliquer, à partir d'un phénomène économique isolé de la totalité sociale, un épisode historique. Le phénomène économique est analysable mathématiquement (à condition d'admettre pourtant, certaines hypothèses de base). Cela donne d'excellents résultats **partiels**, en particulier pour vérifier – et la plupart du temps pour contester et infirmer – des

interprétations économique–historiques hâtives et vagues. Cela justifie-t-il certaines ambitions excessives manifestées à partir de ces résultats ? La **New Economic History** peut-elle se donner (comme elle fait) pour une « cliométrie » ? Eclairer avec précision un épisode d’histoire économique, est-ce donner une **mesure de l’histoire** ? On peut, certes, étudier l’influence historique d’un facteur comme le protectionnisme aux Etats-Unis, pour discerner si cette « politique économique » est pour quelque chose (pour peu, pour beaucoup) dans la croissance de la sidérurgie américaine entre telle et telle date. Mais nous dit-on d’où vient le protectionnisme ? Qui en a décidé ? Une quantification, dans ce domaine, aura-t-elle un sens ? Dans la sphère du politique – la place des groupes de pression dans la vie publique américaine est tout un problème – que prendra-t-on pour critère ? Quelle sera la nature de « l’explication » ? Si l’on reste au sein de l’économie – pourcentage de la croissance, de telle date, « dû » aux lois protectionnistes par résidu de ce qui est dû aux « lois naturelles » - on n’a rien expliqué « historiquement ». Et l’on découpe l’histoire en petits morceaux, en « secteurs » d’activité et en « tranches » de chronologie. Alors que l’histoire c’est totalité.

**François Hincker** : À partir de ces conceptions, quelle est, selon vous, la différence d’attitude qui sépare l’économiste de l’historien devant le problème du développement, de la « croissance » ?

**Pierre Vilar** : Vous savez combien la bibliographie économique est ample sur ce sujet, particulièrement sur le « sous-développement ». Mais elle est trop gigantesque pour être massivement satisfaisante. Quand elle est strictement économique, elle apporte des analyses intéressantes, mais partielles. Quand elle fait appel à des concepts empruntés à d’autres sciences humaines (psychologie, etc.), elle est en général décevante, superficielle, parfois ingénue. Tout cela n’est pas nécessairement reprochable. On ne peut condamner la spécialisation économique qui introduit une analyse technique, des propositions théoriques pour le développement. On ne peut dédaigner l’appel à une vision des sociétés plus large que celle de l’économie pure. Mais la difficulté, c’est d’avoir au préalable clarifié ce qu’on entend par « développement ».

Savoir comment le développement peut avoir lieu dans un ensemble économique et social où les niveaux préalablement atteints sont inégaux et se trouvent juxtaposés.
---

En 1970 lors de la Conférence Internationale d’Histoire Economique, qui s’est tenue à Leningrad au mois d’août, le thème suivant avait été proposé à la discussion : **les conditions de la modernisation des structures économiques et sociales dans une économie multisectorielle**. Les historiens économistes « occidentaux » ont compris qu’il s’agissait de traiter une fois de plus du problème de la « révolution industrielle » et de son impact sur les différents « secteurs » : agriculture, artisanat, échanges, etc. Les historiens soviétiques sont venus avec une optique très différente : le développement économique peut-il

avoir lieu, et comment, dans un **ensemble** économique et social où les niveaux préalablement atteints sont inégaux et se trouvent juxtaposés ?...

**François Hincker** : La coexistence de plusieurs modes de production ?

**Pierre Vilar** : Exactement. Mais les historiens soviétiques n'ont pas prononcé ces mots. Je l'ai regretté. Car il y eut ainsi un dialogue de sourds. A mon sens, ils avaient là l'occasion de poser le problème du développement dans son ampleur historique. Malheureusement ils ont essentiellement fourni des études sur les **résultats économiques** obtenus dans les régions de l'URSS à l'origine les moins développées, mais non **une analyse des méthodes** mises en œuvre pour parvenir à ces résultats. Pourtant, la juxtaposition de régions inégalement développées, aux origines de l'URSS, permettait de montrer à la fois une **théorie** et un **pratique** de « démarrage » à partir d'un **changement du mode de production**. L'URSS est un exemple où le bouleversement des rapports de production anticipe sur le développement (surtout dans certaines de ses régions) des forces productives élémentaires. Et ce bouleversement favorise le démarrage de ces forces. En ne le disant pas – ou pas assez clairement – il y avait donc, chez les historiens soviétiques aussi, une réduction du phénomène global à la sphère particulière de l'économie.

Je donnerai un autre exemple de cette tendance à « réduire » un fait global à un fait particulier. Lors de la soutenance d'une thèse récente sur le Venezuela, l'auteur – employant les termes de l'analyse marxiste – insistait sur la notion de « latifundio » comme fait de structure essentiel. Sans doute avait-il raison. Mais il parlait du « latifundio » comme d'une structure intemporelle, capable de déterminer par sa seule présence l'ensemble des rapports sociaux, et l'ensemble de l'économie. Pour ma part, je croyais apercevoir plusieurs types historiques de latifundio : les uns venant des temps coloniaux, les autres des temps de l'indépendance, d'autres issus de (ou transformés par) l'évolution récente de l'impérialisme. L'auteur de la thèse se défendait en disant : peu m'importe, je suis sociologue, je suis économiste, je ne suis pas historien. Mais est-il possible, pour traiter de telles questions, de ne pas l'être ? Le présent dépend du passé, et l'avenir ne se fera pas à partir de rien. Cela ne signifie nullement qu'il faille « respecter » le passé, mais qu'il faut le connaître. Le passé est un « facteur ». Négatif ? Positif ? Une analyse concrète en décidera. Je connais très bien les objections que l'on peut faire à une science qui **ne serait qu'**une science des choses concrètes : ce ne serait d'ailleurs pas une science. Mais toute **application** est concrète, e revient à l'**analyse de cas**. Or ce qui a produit des « cas » différents, c'est l'**histoire**. L'histoire n'est ni l'étude empirique de chaque cas, ni le simple fondement d'une généralisation « théorique » (« le fascisme », « le latifundio »). Elle est la perpétuelle référence du cas à la théorie, et de la théorie au cas. C'est en ce sens qu'elle éduque l'esprit au jeu fondamental entre théorie et pratique. Elle est la projection sur le passé de la méthode des hommes d'action. Mais cette projection peut être aussi leur éducatrice. A condition de ne pas définir

« les leçons de l'histoire » au sens superficiel que pendant tant de siècles les hommes ont accordé à ces mots.

Le modèle anglais qu'étudia Marx n'était pas plus « parfait » qu'un autre, lui aussi était une « formation économique-sociale » concrète.

Nous abordons ici un grand débat. On entend soutenir que l'œuvre de Marx est fondamentalement une analyse structurelle du mode de production capitaliste, exprimée dans son abstraction maxima, et où tout ce qu'il y a d'historique n'est qu' « illustration ». Mais à partir de quoi Marx a-t-il « produit » les concepts de son analyse économique et **sociale** ? On nous répond : à partir de l'exemple de l'Angleterre de son temps, modèle quasi-théorique du capitalisme industriel (ce qui permet, au passage, de déclarer ce modèle vieilli, et donc la théorie elle-même). En réalité, le modèle anglais n'était pas plus « parfait » qu'un autre ; lui aussi était une « formation économique-sociale » concrète, et non un « mode de production » idéal. Sa « perfection » était au plus relative. Ce qui est riche, et qui a alimenté l'analyse théorique de Marx, c'est aussi bien l'observation de la société anglaise des XVe et XVIe siècles, celle de la monnaie au XVIIe, celle des communautés rurales de l'Europe centrale et orientale, celle de la disparition juridique du féodalisme français ou rhénan. C'est cet ensemble qui alimente la **théorie historique** qu'est le marxisme, dont la théorie économique n'est que le noyau. Et c'est ce qui laisse à l'instrument forgé ses possibilités, sa souplesse.

La réflexion sur l'histoire permet de dégager le noyau qui est dans l'économie. Mais l'outil théorique doit permettre de revenir à la réalité historique. Et cette réalité n'est jamais de l'économique « pur ». Tenter de dissocier les « niveaux », au sein de l'analyse historique, c'est certes une commodité, peut-être nécessaire dans la technique de la recherche, ce ne doit jamais être une base de systématisation. En fait, souligner une « autonomie » des divers étages de la structure, c'est, en retenant l'apparente évidence des effets des institutions sur les institutions, des idées sur les idées, revenir tout doucement aux vieux errements de l'idéalisme, dont Marx avait fait justice, et même à ces « cloisons étanches » de l'histoire universitaire, dont Lucien Febvre passa sa vie à dénoncer la nocivité.

L' « **histoire totale** » est peut-être un rêve. On ne doit pas la confondre avec une littérature vague qui entendrait parler de tout à propos de tout. Mais après tout, si, dans la phase pré-scientifique de l'histoire, Michelet reste le plus grand, c'est sans doute qu'il s'est le mieux, par une intuition de génie, élevé parfois jusqu'à une évocation **globale**.

Une **science historique** proprement dite peut-elle, à partir de Marx, retrouver cette évocation **systématisée** ? Elle ne peut passer son temps à répéter le « modèle ». Sa tâche spécifique est de confronter celui-ci, lorsqu'il est dominant, aux « anomalies » des divers cas concrets. Elles révéleront vite la

présence de survivances de modes de production anciens ou l'esquisse de modes de production nouveaux (soit dans les infrastructures, soit dans les superstructures). Ainsi chaque « formation économique-sociale » est une structure complexe, multiple, à dominantes certes, mais originale dans son fonctionnement par ses combinaisons même. Celso Furtado a tenté de mettre en formules ces structures complexes dans les cas sud – américains. En restant, à mon sens, trop exclusivement dans l'économique. J'ai moi-même surtout travaillé à l'histoire d'un pays où la dominante capitaliste, aux XIXe et XXe siècles, n'a jamais effacé totalement les vestiges des modes de production antérieurs. Aussi bien dans le jeu des relations entre régions que dans celui des relations entre classes, que dans celui entre l'économie du pays et les impérialismes extérieurs, l'Espagne donne l'exemple d'un réseau de relations qui ne peut s'analyser scientifiquement qu'en référence à certains « modèles », mais dont aucun modèle conçu a priori ne donne tous les secrets. L'actuelle accélération brusque dans le rythme de son évolution doit trouver son explication dans un « seuil » dont il importe de situer la nature.

**François Hincker :** Que pensez-vous alors des modèles de croissance, ou plutôt, pour ne pas entrer dans un débat idéologique, de la prétention à la constitution de modèles de croissance ?

**Pierre Vilar :** Ce que je viens de dire répond en partie à votre question. Les modèles de croissance sont des formules mathématiques qui disent en toute certitude que, dans l'hypothèse d'un mode de production donné, étant donné les relations économiques qu'il implique (concurrence, formation des prix, réponses de l'investissement à différentes incitations, etc.), les choses se passeront de telle et telle façon si on part de tels ou tels chiffres et si tout se passe « normalement », c'est-à-dire si rien d'« exogène » ne vient troubler le modèle économique « pur ». A vrai dire, les conditions pour qu'une « programmation » de ce type soit sûre de réussir, seraient que chaque modèle économique fonctionne au plus près de ses principes – totale liberté ou totale direction. En fait beaucoup de combinaisons imparfaites sont possibles. Mais ce qu'on n'a pas encore élaboré, c'est le **modèle historique** efficient, qui tient compte non seulement de l'économique mais du psycho-social, des séquelles du passé, des réactions du présent, et de la création d'hommes nouveaux à partir de réalités nouvelles.

Ce que l'on a pas encore élaboré c'est le modèle historique efficient qui tient compte de l'économique mais pas de lui seul.
--

**Antoine Casanova :** De ce point de vue, il est clair que la démarche historique qui étudie une révolution comme la Révolution française, notamment dans le mode de production, qui se manifeste à travers toutes sortes de phénomènes et d'événements politiques, militaires, idéologiques, etc., et d'autre part la démarche économique qui étudie une « révolution » agricole ou industrielle, un développement au seul niveau de la production, sont deux choses différentes. De

là ces débats sur le thème : la Révolution française a contrarié un développement économique antérieur.

**Pierre Vilar** : En effet. La démarche strictement économique ne saisit pas les causes et les effets modificateurs du mode de production dans tous les éléments de la totalité. J'avoue être hésitant sur le degré de modifications des forces productives dans la France du XVIIIe siècle : au point de vue de l'agriculture, ces modifications semblent faibles. En ce qui concerne l'industrie, les progrès marqués sont localisés, régionaux ; en revanche, l'économie marchande, les échanges ont fait d'immenses progrès qui ont modifié à la fois les conditions de la demande et celle de l'offre, la mentalité de toute une classe envers les exigences de la liberté, etc. Il est clair que ces modifications avaient suffi pour qu'une partie influente, active et enrichie de la population ne supportât plus aisément les entraves économiques et les inégalités juridiques de l'ancien régime ; le développement capitaliste exigeait cette révolution des superstructures, et certains types d'expropriations, comme celle de l'Eglise, ce qui fut fait. Mais peut-être exigeait-il davantage : l'expropriation du petit paysan et du paysan moyen ; or, là, l'alliance de classes qui a rendu possible la révolution politique a eu ses exigences propres ; l'élimination d'un certain type de paysannerie ne s'est pas produite ; ce qui eut certainement des effets de freinage sur le développement capitaliste ultérieur.

**François Hincker** : Mais qu'appelle-t-on au fond « croissance économique » ? Dans les modes de production capitaliste et socialiste, on peut certes utiliser la notion de productivité comme mesure de la croissance, mais dans les modes de production précapitalistes ?

**Pierre Vilar** : Je ne suis pas sûr qu'on puisse confondre progrès de la productivité et croissance économique. En ce sens qu'il est possible d'imaginer, par exemple dans un monde peu peuplé, avec des ressources et des terres vierges, une croissance économique – croissance du nombre des hommes et de la production globale mise à leur disposition – qui ne dépende pas essentiellement des progrès de la productivité (entendons des progrès **techniques** et **d'organisation**, non de progrès de pure **expansion** aux dépens de la nature ou aux dépens d'autres hommes).

Actuellement, dans un « monde fini » (où à peu près) et dans un monde où les peuples résistent à leur exploitation par autrui, le progrès technique et scientifique, et l'adaptation de l'homme à ces progrès sont devenus le moyen majeur d'expansion. C'est pourquoi la productivité est devenue – la notion est ancienne mais la recherche comme fin pratique consciente l'est beaucoup moins – une sorte de hantise. Malgré cela, tous les progrès dans la production tels qu'on les mesure couramment ne sont pas des progrès de la productivité. En calculant, monétairement, les « produits nationaux », y compris les résultats des échanges et les profits des investissements extérieurs, il est certain que la « croissance » des chiffres concernant un pays ne sont pas exactement comparables à ceux qui en

concernent un autre. Sans parler des différences dans les mesures (longtemps, et pour beaucoup encore aujourd'hui, les comptabilités nationales capitaliste et socialiste n'ont pas reposé sur les mêmes principes). Qu'on songe à la juste remarque du Dupriez : il est facile de dire qu'un Indien a 90 dollars de revenu par an ; mais qu'on le mette à New York avec 90 dollars, combien de jours vivra-t-il ? Qu'on accepte comme mesure de la valeur l'utilité ou l'effort fourni, deux modes de vie distincts souffrent difficilement des comparaisons quantitatives. D'autre part, malgré la vulgarisation des raisonnements marginalistes et de l'usage des courbes logarithmiques, il reste difficile à l'homme moyen de se faire une image claire des analogies et des différences entre une croissance relative et une croissance absolue. Ajouter 10 à 100 ou 1 million à 10 millions, c'est à la fois la même chose et très différent. Le langage de la croissance, suivant ses emplois, peut susciter de fausses images. Et tout réduire à ce langage – en omettant ce que nous évoquions précédemment des véritables révolutions (celles de structures), d'est aussi une façon de se tromper, ou de tromper.

**Antoine Casanova :** La « conjoncture », et son étude, ont-elles la même signification pour les historiens, qui, depuis Simiand et Labrousse, ont recours à ces notions, et pour les économistes ?

**Pierre Vilar :** Les économistes, au cours des années 20 et 30 de ce siècle ont accordé – pour des raisons évidentes – une énorme importance à la conjoncture (et particulièrement à la conjoncture courte) ainsi qu'à la monnaie. En un sens ils ont inspiré les historiens, qui, à la suite des maîtres que vous avez nommés, l'ont découverte comme moyen d'analyse des situations historiques. Les économistes, comme d'habitude, s'intéressaient à l'**explication** des cycles, afin de les prévoir, et si possible d'en atténuer les dangers. Les historiens y ont vu les fondements de certaines variations dans les réactions sociales, capables, dans les meilleurs cas, de situer dans le temps des **mouvements**, voire des **événements**. Inutile de redire une fois de plus que la conjoncture ne crée pas ; elle révèle, en les rendant plus aiguës, les contradictions de la structure. Elle date le choc historique ; elle ne le « cause » pas.

La conjoncture ne crée pas elle révèle en les rendant plus aiguës les contradictions de la structure.
---

L'historien peut, naturellement, devoir beaucoup à l'économiste dans l'analyse des conjonctures courtes et longues. Tout ce qui est mécanismes, étude statistique, théorique ou chiffrée, relève des méthodes que les économistes ont mises au point. Inversement, l'économiste devrait apprendre de l'historien, que les mouvements qu'il étudie ont non seulement des causes, mais des **conséquences** et que celles-ci ne sont pas exclusivement d'ordre économique. Ce qui, pour le « technocrate » économiste, devrait entraîner comme conséquence le souci de ne pas séparer l'économique du **social**. Economique, plus social, plus politique, plus idéologique et spirituel, égale : historique. Comme le reconnaissait Colin Clark au Congrès historique international de 1950, l'histoire est un science



plus « haute » que les autres sciences humaines spécialisées, en ce sens qu'elle devrait **intégrer leurs résultats**.

Economie, histoire : entre elles, que d'incompréhensions ! Leurs rapports, cependant, devraient être des rapports **d'aide réciproque**. Mais les recherches vraiment « pluridisciplinaires » en sont encore aux balbutiements.

LA NOUVELLE CRITIQUE, núm. 50, Febrer 1972, pàg. 51 – 54.